Le bombardement d'Almeria par cinq navires allemands

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les navires allemands ont l'ordre de tirer sur tout avion ou navire espagnol s'approchant d'eux

Berlin, 31. — Le I.N.B. communique : Le représentant de l'Allemagne au Comité de non-intervention a reçu l'instruction de communiquer au président du Comité le fait officiellement constaté de l'attentat criminel d'Ibiza. Le représentant allemand notifiera en même temps au président du Comité la résolution suivante du gouvernement du Reich :

« Le gouvernement du Reich ne prendra pas part au système de contrôle et aux délibérations du Comité de non-intervention tant qu'il n'aura pas obtenu une garantie certaine contre la répétition de tels faits. **Le gouvernement du Reich se réserve, évidemment, de décider par lui-même des mesures qu'il prendra pour répondre à l'attentat d'une perfidie inouïe des potentats rouges. En outre, pour la durée de cet état de choses, il a donné l'ordre à ses bateaux de guerre de tirer sur tout avion ou sur tout bateau de guerre espagnol s'approchant d'eux** ».

Les navires de guerre ancrés à Saint-Jean-de-Luz sont partis croiser sur les côtes d'Espagne

Bayonne, 31. — Tous les bateaux de guerre qui se trouvaient en rade de Saint-Jean-de-Luz ont levé l'ancre pour croiser sur les côtes de l'Espagne du Nord. Seuls, les torpilleurs anglais « Fox Hound » et « Forester » sont demeurés dans le port avec la canonnière française « Audacieuse ».

L'ALLEMAGNE CESSE DE PARTICIPER AU PLAN DE CONTROLE

Londres, 31. — L'ambassade d'Allemagne communique ce soir, le texte de la note suivante, qui a été adressée par M. Von Ribbentrop, au capitaine Euan Wallace, président par intérim du comité de non-intervention.

« Monsieur le Président,

» Selon les instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer des faits suivants :

» Après que des avions rouges eurent attaqué, au moyen de bombes, des navires britanniques, allemands et italiens faisant partie du contrôle maritime international, alors que ces vaisseaux se trouvaient dans le port de Majorque et après qu'ils eurent tué six officiers à bord d'un bateau italien, les navires allemands ont reçu l'ordre de ne pas demeurer plus longtemps dans ce port.

» Le samedi 29 mai, le cuirassé « Deutschland » était pacifiquement ancré dans la rade d'Ibiza. Entre six et sept heures du soir, des bombes furent soudainement lâchées par deux avions appartenant aux autorités rouges de Valence, qui descendirent au-dessus du navire. Comme le « Deutschland » était au repos, l'équipage, au moment de l'attaque se trouvait à l'avant, dans la partie non protégée du navire.

» Une des bombes tomba au milieu du quartier des marins. Le bilan de cette attaque fut de 22 morts et de 83 blessés. La seconde bombe tomba sur un des côtés du pont mais n'y causa que peu de dégâts.

» L'attaque dont le cuirassé fut l'objet survint absolument par surprise. Le navire n'a pas tiré sur les avions. Cette agression contre le cuirassé « Deutschland », appartenant au contrôle maritime international, est le dernier chaînon d'une chaîne d'événements semblables.

» Des vaisseaux allemands du contrôle international maritime, au début d'avril le cuirassé « Graf-Spee » et, le 11 mai, le croiseur « Leipzig » furent menacés par des navires de guerre appartenant aux autorités de Valence. Le 23 mai, l'attaque ci-dessus mentionnée fut lancée contre les bâtiments britanniques, allemands et italiens appartenant au système international de contrôle par des avions appartenant aux autorités de Valence et, au cours de cette attaque, six officiers italiens ont été tués.

» Dans les deux cas, des avertissements pressants ont été adressés par le Comité de non-inetrvention et par le gouvernement du Reich. Mon gouvernement m'a donné l'ordre de faire en son nom la déclaration suivante :

« 1° **Le gouvernement allemand cessera de participer au plan de contrôle et aux débats du Comité de non-intervention aussi longtemps qu'il n'aura pas reçu de garanties suffisantes contre le retour de tels incidents. Le gouvernement allemand décidera naturellement lui-même des mesures qu'il y aura lieu de prendre en réponse à une attaque aussi incroyablement scélérate. Il a aussi donné l'ordre à ses bâtiments de guerre, aussi longtemps que durera cet état de choses, de repousser par les armes tout appareil ou tout bâtiment espagnol qui s'en approchera.**

» **2 .A titre de représailles contre l'attaque criminelle des avions de bombardement rouges des autorités de Valence contre le cuirassé « Deutschland », qui se trouvait à l'ancre, des bâtiments allemands ont ce matin bombardé le port fortifié d'Alméria. Après que les ouvrages fortifiés eurent été détruits et les batteries des adversaires réduites au silence, l'acte de représailles a été terminé. — Signé : Ribbentrop. »**

L'Italie retire ses navires du contrôle...

Rome, 31. — Officiellement, le gouvernement italien a décidé de retirer ses navires de guerre du contrôle international des eaux espagnoles.

...et son représentant au Comité de Londres

Rome, 31. — On publie le communiqué officiel suivant :

« **La répétition d'attaques aériennes de la part d'avions rouges contre des navires italiens et allemands ayant clairement prouvé l'existence d'un plan d'agression prémédité contre les forces navales pour le compte du Comité de non-intervention, le gouvernement fasciste a décidé de ne plus faire participer les navires italiens au contrôle maritime international et de retirer son représentant au Comité de Londres jusqu'au moment où ce Comité aura pris des mesures capables d'empêcher de nouvelles attaques criminelles.**

» **La communication de cette décision a été faite au Comité de Londres par notre représentant. Une communication analogue a été faite en même temps par le représentant du gouvernement du Reich.** »

Les représailles du Reich sont terminées avec le bombardement d'Almeria

Londres, 31. — Sauf incident nouveau, les représailles du Reich contre le gouvernement de Valence sont terminées avec le bombardement d'Alméria : Telle est l'interprétation qu'on donne dans les milieux autorisés allemands à la note communiquée cet après-midi au Président du Comité de non-intervention.

Mais en ce qui concerne l'attitude du Reich vis-à-vis de ce Comité, la principale question qui se pose est de savoir quelle est l'étendue exacte et la portée des conditions auxquelles le Reich reprendrait sa participation au système de contrôle et aux travaux de cet organisme. Les mêmes milieux rappellent à ce sujet que de simples assurances relatives à la création de zones de sécurité ne sauraient suffire et ils arguent que des assurances semblables avaient été données à plusieurs reprises mais n'ont pas été respectées.

En conséquence, ils souhaiteraient un accord établissant la solidarité de toutes les flottes de contrôle au cas où un bâtiment d'une d'entre elles serait victime d'une attaque par l'une des parties au conflit espagnol C'est, du moins, là, une des formules qu'on met en avant dans ces milieux, tout en précisant qu'on est disposé à envisager les moyens que peut proposer le Comitéde non-intervention s'ils s'avérent efficaces.

Par ailleurs, on précise que le Gouvernement Allemand ne s'est pas absolument retiré du système de non-intervention et que, selon toute vraisemblance, ses vapeurs marchands continueront de faire escale aux ports de contrôle prévus par l'Office de non-intervention, afin de permettre aux observateurs de vérifier leurs cargaisons.

En ce qui concerne les mesure que les bâtiments allemands sont autorisés à prendre par leur gouvernement au cas où ils seraient approchés par des avions ou des bâtiments du gouvernement de Valence, on précise que le terme de « approchés » signifie plus précisément « menacés ». On évoque à ce sujet, l'exemple du bâtiment allemand « Leipzig » qui, au début du mois de mai, avait été menacé par des torpilleurs espagnols. Ces derniers avaient dirigé leurs lance-torpilles contre lui. C'est, dit-on, dans un cas comme celui-là que les bâtiments allemands seraient autorisés à ouvrir le feu. Il en serait de même en cas de descente en vol plané d'un appareil de chasse ou de bombardement au-dessus d'un bâtiment allemand.

Par contre, un bâtiment ou un appareil qui manifestera des intentions pacifiques ne sera pas inquiété. C'est là, croit-on savoir, ce qui a été précisé ce matin au cours de la conversation entre le chargé d'affaires d'Allemagne et M. Anthony Eden. Le diplomate allemand aurait égalemen ftait connaître au ministre des Affaires Étrangères, l'indignation suscitée en Allemagne par l'attaque dont le « Deutschland » avait été victime.

Il aurait insisté sur le fait que l'attaque des avions espagnols a été lancée contre le bâtiment allemand alors que tout l'équipage était au repos et qu'à aucun moment son attitude ne pouvait être considérée comme menaçante.

A ce sujet, on dément formellement dans les milieux allemands, que le « Deutschland » ait tiré ou menacé de tirer sur les avions.

M. Von Ribbentrop, qui se reposait dans le Devonshhire est rentré à Londres dans le courant de l'après-midi et c'est alors qu'il a adressé au Preaident du Comité de non-intervention la lettre qui vient d'être publiée.

Un télégramme du général Franco au Chancelier Hitler

Berlin, 31. — Le Führer Chancelier a reçu du général Franco le télégramme suivant : « J'adresse à Votre Excellence et au noble peuple allemand l'expression de ma sympathie et celle de l'Espagne nationale à l'occasion du lâche attentat dont a été l'objet le « Deutschland ».

Le Führer a adressé un télégramme de remerciement au général Franco.

Valence demanderait la convocation du Conseil de la S.D.N.

Genève, 31. — La délégation espagnole à Genève a reçu de Valence la communication officielle que, ce matin, à sept heures, un croiseur et deux destroyers allemands ont ouvert le feu, sans avertissement préalable, sur la ville d'Alméria.

Le gouvernement de Valence aurait demandé la convocation immédiate du Conseil de la Société des Nations.

L'impression à Genève

Genéve, 31.— Les événements d'Espagne ont relégué aujourd'hui au second plan toutes les autre spréoccupations. Parmi les délégués qui sont demeurés à Genève pour les réunions du désarmement et de la réforme du pacte, il en est plusieurs, notamment MM. Litvinov et Alvarez del Vayo, qui avaient participé, la semaine dernière, aux débats sur l'Espagne et au vote d'une résolution dont on pouvait raisonnablement attendre quelque apaisement.

L'incident du « Deutschland », les représailles d'Alméria et le communiqué du gouvernement du Reich ont, de l'avis général, créé une situation sérieuse qu'on désire examiner avec sang-froid.

Jusqu'à présent, le gouvernement de Valence n'a pas saisi de l'affaire le Conseil de la S. D. N. ni demandé une convocation d'urgence de celui-ci, mais on lui en prête l'intention. On fait observer d'ailleurs qu'il aurait le droit d'exiger la réouverture immédiate du débat de Genève. En ce cas, il invoquerait probablement l'article 10 du Pacte qui vise l'intégrité territoriale des Etats membres de la S.D.N.

De toute façon, la tâche du Conseil serait difficile par l'absence de Genève des représentants de l'Allemagne et de l'Italie. Si le gouvernement de Valence se résout à demander la convocation du Conseil, on croit que ce dernier pourrait tenir séance mercredi ou jeudi prochain. Il ne serait pas exclu que le Conseil soit convoqué ailleurs qu'à Genève et que l'Allemagne et l'Italie soient invitées à y participer, bien qu'on ne se fasse sur ce point aucune illusion.

Une note remise par M. Del Vayo, à la S. D. N.

Genève, 31. — M. Alvarez del Vayo, représentant de l'Espagne au Conseil de la Société des Nations, vient de remettre au secrétaire général de la S.D.N., une note par laquelle il l'informe et le prie d'informer d'urgence les états membres de la S.D.N., des événements d'Ibiza et d'Alméria, qui, d'après le Gouvernement Espagnol, constituent une nouvelle agression contre l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne.

La note du gouvernement espagnol, relate que le bombardement d'Alméria a tué dix-neuf personnes dont cinq femmes et un enfant et détruit trente-cinq maisons.

Le gouvernement de Valence attend le développement des débats du Comité de non-intervention de Londres avant de décider si, conformément à son droit, il demandera la convocation d'urgence du Conseil de la Société des Nations.

LE GOUVERNEMENT français s'est mis en contact avec les autres gouvernements

Paris, 31. — C'est avec émotion que les premières nouvelles annonçant le bombardement d'Alméria par des navires allemands ont été reçues à Paris. Le gouvernement français s'est mis aussitôt en contact avec les autres gouvernements intéressés et notamment le Cabinet de Londres.

M. Léon Blum, président du Conseil, recevait, à la fin de la matinée, sir Eric Phipps, ambassadeur d'Angleterre à Paris. Cet après-midi, le Comité de non-intervention se réunira dans la capitale britannique. Le bombardement du croiseur allemand « Deutschland » par des avions gouvernementaux espagnols et la riposte du Reich à Alméira seront évoqués.

Suivant les premiers renseignements reçus il apparaît que la présence du croiseur « Deutschland » dans la baie d'Ibiza n'était justifiée ni par une mission de police internationale, ni par les besoins de son ravitaillement. En effet, les îles Baléares sont placées sous le contrôle des bâtiments français. D'autre part, un accord était intervenu au Comité de Londres désignant certains ports algériens où les navires allemands participant à la surveillance internationale iraient se ravitailler. Enfin, il n'est pas établi que le « Deutschland » ait envoyé, conformément aux règles du droit maritime, un préavis de son entrée dans la baie d'Ibiza aux autorités des îles Baléares.

C'est à préciser exactement les faits, à savoir, notamment, dans quelles conditions les avions espagnols ont lancé des bombes sur le bateau allemand, que s'attachera le Comité de Londres. Cependant, il convient de souligner que, dans la circonstance, le croiseur « Deutschland » ne dépendait pas directement de cet organisme, puisqu'il n'exerçait à ce moment aucune fonction de contrôle.

De plus, il faut considérer que, le Comité ne disposant d'aucun moyen de rétorsion et n'étant pas en mesure d'assurer des compensations au Reich, l'Allemagne demeurait juge des décisions qu'elle avait à prendre à la suite du bombardement de son navire de guerre. Pourtant, on doit souligner que la France et l'Angleterre ont eu à subir depuis l'ouverture des hostilités en Espagne des incidents, moins graves certes, mais identiques. Aucune des deux grandes puissances n'a songé, dans l'intérêt de la paix, à recourir à des actes de représailles et, à plus forte raison, au bombardement d'un port espagnol.

Cependant, on ne croit pas, à Paris, que, malgré la gravité de son initiative, le Reich puisse provoquer des complications internationales. La politique de non-intervention fermement maintenue par la France et l'Angleterre avait amené l'Allemagne à s'éloigner graduellement du conflit espagnol. On veut espérer que le gouvernement de Berlin, après un geste de représailles aussi subit que brutal, ne voudra pas prendre la responsabilité de remettre en cause les résultats péniblement acquis de cette politique.

Quant à la demande éventuelle par le gouvernement espagnol d'une convocation d'urgence du Conseil de la S. D. N., on demeure assez réservé à Paris, en raison du fait que le Reich n'étant plus représenté à Genève, la discussion ne pourra avoir toute l'ampleur nécessaire.

M. Léon Blum s'est entretenu avec le chargé d'affaires de l'U. R. S. S. et l'ambassadeur de Grande-Bretagne

Paris, 31. — M. L. Blum a reçu successivement, ce matin, à l'Hôtel Matignon, M. Hirschfeld, chargé d'affaires de l'U.R.S.S., et M. Araquistain, ancien ambassadeur du gouvernement de Valence à Paris, qui est venu prendre congé du président du Conseil avant son départ prévu pour demain. M. L. Blum s'est entretenu également au cours de la matinée avec sir Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne, à Paris. Toutes ces audiences étaient d'ailleurs prévues avant le bombardement du « Deutschland », qui toutefois n'a pas manqué, avec les incidents d'Alméria, d'être évoqué dans les conversations.

Le chef du gouvernement a reçu d'autre part à déjeuner à son domicile personnel, dans la plus stricte intimité, M. Antonesco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie ; M. Y. Delbos, ministre des Affaires étrangères, assistait à ce déjeuner.

Conversations diplomatiques de M. Yvon Delbos

Paris 31. — M. Yvon Delbos a eu cet après-midi, de nombreuses conversations diplomatiques qui vraisemblablement ont porté sur la situation créée par le bombardement du croiseur allemand « Deutschland » et le bombardement par des navires de guerre du Reich du port espagnol d'Alméria

Le ministre des Affaires Étrangères a eu successivement un bref entretien avec le Comte de Welczek, ambassadeur d'Allemagne, puis il a conféré avec M. Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne, Araquistain, ambassadeur d'Espagne, le Comte De Kerchove de Denterghem, ambassadeur de Belgique.

M. Yvon Delbos a reçu d'autre part, M. Mistler, Président de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre.

Grand malaise à Londres

Londres, 31. — La nouvelle du bombardement d'Alméria a causé à Londres une sensation profonde car on ne prévoyait généralement pas que l'Allemagne exercerait des représailles aussi graves avant qu'une autorité internationale, comme le comité de non-intervention, ait examiné les questions posées par l'incident du « Deutschland ». Les milieux officiels se montrent extrêmement préoccupés, mais s'abstiennent encore de commentaires, en présence de télégrammes de presse dont ils ne peuvent pas immédiatement mesurer toute l'exactitude et la portée.

Cette réserve, qui est de tradition, n'est pas observée dans les cercles politiques où les nouvelles d'Espagne et de Genève ont causé un grand malaise et une réprobation assez nette. Quelque justifiées que puissent être les réactions suscitées à Berlin par le bombardement du « Deutschland », on estime, dans ces cercles, qu'il n'appartenait pas au gouvernement allemand de prendre sur lui une aussi grave responsabilité que celle d'une véritable opération de guerre.

Les informations parvenues à Londres ont été communiquées au premier ministre et à ses principaux collègues, et on doit s'attendre à des consultations dans le courant de la journée.

Jusqu'à présent aucun renseignement n'est encore donné sur la ligne d'action que suivra le gouvernement britannique mais il est hors de doute qu'il emploie tous ses efforts pour éviter que le geste allemand ne compromette à la fois tout le système de la non-intervention et la situation internationale.

La séance du Comité plénier de non-intervention a été reportée

Londres, 31. — La séance du Comité plénier qui devait avoir lieu cet après-midi à 16 h. 15, a été reportée. C'est le sous-Comité qui se réunira à 17 h. La délégation allemande ne sera pas représentée à cette réunion. Une communication sera faite à M. Wallace, qui préside le Comité de non-intervention, par l'ambassade d'Allemagne pour exposer le point de vue du Reich, conformément au communiqué publié à Berlin.

M. Grandi n'a pas assisté à la séance du sous-comité

Londres, 31. — M. Grandi, qui était arrivé au Foreing Office vers 16 h. 30, a été aperçu quittant à 17 h. le bâtiment où se tiennent, comme on le sait, les séances du Comité et du sous-Comité de non-intervention. Comme la réunion du sous-Comité était précisément fixée à 17 h., l'ambassadeur d'Italie n'a donc pas assisté à cette réunion.

Une déclaration de M. Eden aux Communes

Londres, 31. — La déclaration suivante sur le bombardement du « Deutschland » et les représailles allemandes à Alméria a été faite cet après-midi à la Chambre des Communes par M. Eden sur la demande de M. Attlée :

« J'apprends que le cuirassé allemand « Deutschland » a été bombardé par des avions alors qu'il se trouvait à l'ancre près de la baie d'Ibiza le 29 mai et qu'une bombe a fait explosion sur le pont du mess faisant, j'ai le regret d'avoir à l'annoncer, un grand nombre de victimes. Une vingtaine de marins grièvement blessés sont soignés à l'hôpital militaire de Gibraltar. Je n'ai pas encore reçu de rapport complet au sujet de l'incident et je préfère ne faire pour le moment aucune autre déclaration.

» J'ai également été informé par un navire de guerre de Sa Majesté que le cuirassé allemand « Amiral Scheer » avait bombardé Alméria ce matin de 6 h. 30 à 7 h. Au cours d'une entrevue que j'ai eue avec le chargé d'affaires d'Allemagne ce matin, j'ai demandé à ce dernier de représenter à son gouvernement que le gouvernement britannique avait le plus vif espoir que le gouvernement allemand n'entreprendrait aucune action susceptible de rendre plus sérieuse encore la grave situation actuelle.

— L'intervention du gouvernement, a alors demandé M Attlée, est-elle de demander l'ouverture d'une enquête de la S. D. N. sur cet incident étant donné qu'il y a contestation sur l'origine de l'attaque et en raison de la gravité des circonstances l'affaire ne doit-elle pas être soumise à la S. D. N. le plus tôt possible ?

— M. Attlée reconnaitra, a répondu M Eden, que je n'ai pu jusqu'ici étudier cette situation que durant un très court laps de temps Je préfère ne rien dire de plus.

M. Gallacher a ensuite tenté, sans résultat, d'obtenir du ministre des Affaires étrangères des plus simples déclarations sur les bruits selon lesquels le cuirassé allemand aurait tiré le premier sur les avions espagnols.

A TRAVERS LA PRESSE ALLEMANDE

« Nous envisageons les sanctions les plus sévères... »

Berlin, 31. — « Nous exigeons les sanctions les plus sévéres », écrit ce matin la « Berliner Zeitung Am Mittag », à propos du bombardement du cuirassé « Deutschland ». Qu'on sache à Paris et à Londres que la mort des vingt-trois marins du « Deutschland », tombés en service pour la paix du monde et pour la patrie, doit être expiée immédiatement. Nous sommes sûrs que les mesures qui vont être prises par le Führer correspondront à cette nécessité. En voilà assez. Qu'on en finisse avec les pirates de Valence. »

Le « 12 Uhr Blatt » écrit de son côté : « Pourquoi le Comité de non-intervention n'a-t-il pas agi, il y a quelques semaines, de façon à faire respecter par tous les lois de la non-intervention ? Les nations représentées au Comité veulent-elles qu'on les soupçonne de ne considérer la non-intervention que comme une belle phrase et la paix de l'Europe que comme une vaine promesse ?

» Nous sommes convaincus que le gouvernement allemand et que le Führer de la nation allemande sauront répondre à cette attaque contre la paix et l'honneur de l'Europe, même si les autres nations d'Europe n'en ont ni le courage, ni la volonté ».

D'autre part, un service de presse officieux déclare que le bombardement d'Ibiza doit devenir pour l'Europe entière un signal d'alarme et que, si les Etats européens conscients de leurs responsabilités ne se défendent pas contre l'ennemi mondial bolchevique, on ne saurait prévoir les conséquences d'une telle attitude.

« Nous attendons des sanctions internationales... »

Berlin, 31. — La « National Zeitung », organe du général Goering, demande des sanctions internationales à l'occasion du bombardement du cuirassé « Deutschland ».

Le journal écrit : « On peut être assuré que le gouvernement du Reich prendra toutes les mesures appropriées pour obtenir satisfaction et expiation de crime. Nous attendons particulièrement les démarches du Comité de non-intervention. Nous attendons les mesures qui seront prises par la communauté internationale au service de laquelle se trouvait notre bateau et son équipage lorsqu'il a subi cet acte criminel. Nous attendons des sanctions internationales contre les agresseurs. La communauté internationale qui doit appliquer ces sanctions existe. Ce n'est pas seulement l'Allemagne et l'Italie qui ont été attaquées, mais la communauté internationale tout entière ».

D'autre part, le « Hamburger Fremdenblat » écrit :

« Il faut élever un rempart entre la collaboration entre peuples civilisés et les criminels rouges. Les bombes tombées sur le « Deutschland » ne sont pas un incident, elles constituent une pierre de touche qui permettra de voir si la collaboration internationale est possible sans un châtiment draconien contre les criminels politiques ».

« Le tonnerre des canons allemands est le salut d'honneur pour les 23 soldats tués sur le « Deutschland »

Berlin, 31. — « Le tonnerre des canons allemands devant Alméria est le salut d'honneur pour les 23 soldats tués sur le « Deutschland » par des assassins rouges. Le châtiment allemand est prompt et dur. les bolcheviques et le monde savent maintenant que le pavillon allemand est protégé et que de tels crimes contre l'honneur allemand et la vie d'hommes allemands doivent recevoir leur châtiment. Il n'est pas nécessaire d'établir le bien-fondé de la vengeance Si les rouges ont cru pouvoir continuer à se cacher derrière les perruques des créatures qui siègent dans les réunions diplomatiques internationale pour continuer leur jeu criminel contre l'Allemagne, ils se sont trompés amérement ».

C'est en ces termes que le « Lokal Anzeiger » commente le bombardement d'Alméria par les bateaux de guerre allemands.

Toute la presse de l'après-midi annonce en gros caractères : « La vengeance », « La réponse aux pirates ».

Le communiqué officiel confirmant le bombardement d'Alméria et annonçant que des renforts navals partaient pour l'Espagne est imprimé en caractères gras.

La « Berliner Boersen Zeitung » souligne également que l'Italie se déclare solidaire de l'Allemagne. Elle ajoute que le bombardement d'Alméria a soulevé les applaudissements enthousiastes de tout le peuple allemand. Pour la « Deutsche Allgemeine Zeitung », le bombardement d'Alméria n'est qu'une première mesure de représailles.

Par ailleurs, les journaux continuent à qualifier de mensonge éhonté le communiqué, publié samedi soir par le gouvernement de Valence, sur le bombardement du navire de guerre allemand. Le nombre des morts est la preuve, disent-ils, qu'il ne se trouvait pas en branle-bas de combat.

Les journaux maintiennent que le « Deutschland », mouillant dans le port d'Ibiza, exerçait sa mission de contrôle.

La « Deutsche Allgemaine Zeitung » écrit que le fait que le port d'Ibiza fait partie de la zone française de contrôle n'a aucune importance. La plupart des journaux lancent un avertissement au Comite de Londres et aux instances internationales qui, déclarents-ils, se font les complices du bolchevisme.

« L'Allemagne, écrit le « Berliner Tageblatt » a été attaquée sur les bastions de la paix ». Le journal accuse l'Angleterre et la France de favoriser le gouvernement de Valence. Il ajoute que « les bandits d'Irbiza » ont agi en plein accord avec une puissance qui est toujours représentée au Comité de non-intervention, la Russie, et il conclut : « Ce double jeu est un scandale. Finissons-en avec cette farce, la mesure est comble ».

On constate en général, dans la presse, une tendance à opposer l'action de Genève à celle du Comité de non-intervention. Jusqu'ici, les journaux s'abstiennent d'indiquer les conséquences résultant du retrait de l'Allemagne du Comité de non-intervention et de la reprise par celle-ci de sa liberté d'action.

LE BOMBARDEMENT D'ALMERIA EST CONSIDÉRÉ A ROME COMME UNE MESURE PARFAITEMENT LÉGITIME

Rome, 31. — Le bombardement d'Alméria par des bateaux de guerre allemands, dont la nouvelle a été reçue à Rome, est considéré comme une mesure parfaitement légitime. Elle n'a pas surpris les milieux autorisés. Le communiqué allemand sur l'incident du « Deutschland », laissait nettement prévoir que le gouvernement du Reich réagirait directement. On était donc au courant, à Rome, des intentions allemandes.

On estime dans les mêmes milieux, que les bombardements successifs des unités italiennes et allemandes constituaient une agression délibérée. La protestation italienne au Comité de non-intervention avait provoqué une motion de ce Comité, déplorant l'incident, mais le gouvernement italien n'avait pas encore fait connaître si cette motion le satisfaisait entièrement. Les journaux affirmaient que l'incident n'était pas encore clos, quand celui du « Deutschland » se produisit. L'opinion italienne est donc entièrement d'accord pour approuver la réaction allemande.

Le vapeur « Ciudad de Barcelona » coulé par un sous-marin

Barcelone, 31. — Le bateau pétrolier « Rhumb », de Barcelone, hier après-midi, fut attaqué à la torpille, d'ailleurs sans résultat, par une sous-marin insurgé devant Malgrat et Pinedo. Quelques instants après, le navire « Ciudad de Barcelona » était torpillé au même endroit et coulé.

On précise que le vapeur espagnol « Ciudad de Barcelona » qui était parti de Marseille pour l'Espagne avait en tout à son bord 110 personnes.

Deux ou trois convoyeurs français étaient à bord

La « Ciudad de Barcelona », commandée par le capitaine Francisco Navax, avait quitté Marseille le samedi 29 courant, avec un chargement de marchandises diverses dont 300 tonnes de ferro cerium, du café, des haricots, des plaques d'acier, des saumons d'étains, 50 side-cars et des camions automobiles.

Le chargement de ces marchandises s'était effectué sous le contrôle de la douane et de la commission de contrôle de la non-intervention. Il n'y avait parmi elles aucun matériel de guerre. A bord se trouvait deux ou trois convoyeurs de nationalité française, chargés d'accompagner les vivres envoyés par des organisations de Rassemblement Populaire. Ce sont les seules personnes qui, à bord, pouvaient être considérées comme passagers. En outre, il y avaient aur le paquebot 12 garçons de restaurant. Le « Ciudad de Barcelona » comporte, en effet, des installations pour environ 1.000 passagers et le service cabines, restaurant y est important. Une vingtaine d'officiers et assimilés constituaient l'état-major. Le nombre des marins mécaniciens, chauffeurs et graisseurs s'élevait à 76. Au total 110 ou 111 personnes à bord. A Marseille, on n'a reçu aucune nouvelle autre que l'annonce du torpillage du navire par un sous-marin.

Selon une note de Barcelone, le sous-marin serait de nationalité italienne

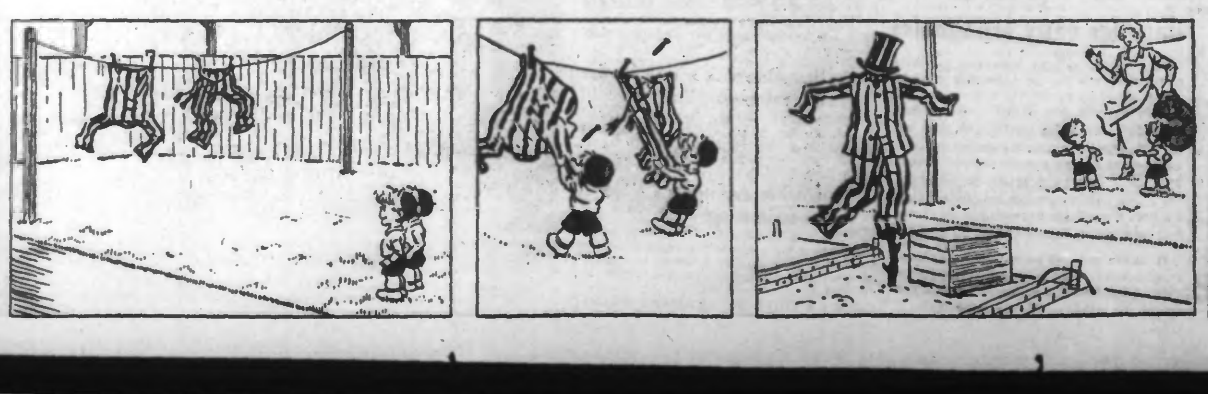
Barcelone, 31. — La délégation générale de l'ordre public a communiqué à la presse la note suivante :

« Hier matin, un sous-marin, dont on peut affirmer sans crainte de se tromper, d'après les renseignements recueillis par la délégation, qu'il était de nationalité italienne, a attaqué, se trouvant dans les eaux juridictionnelles, un bateau marchand espagnol, sans lui adresser de sommation. Le bateau marchand a poursuivi sa route, n'ayant pas été atteint par les torpilles. Une de ces torpilles échoua sur la plage de Calella, où des techniciens ont constaté qu'il s'agissait d'un engin de fabrication italienne.

A 15 h., le même sous-marin, se trouvant encore dans les eaux juridictionnelles, à la hauteur de Malgrat, a attaqué le bateau à moteur « Ciudad de Barcelona », qui coula en moins d'une heure. Cinquante passagers ont été noyés, plusieurs autres ont été blessés ».

ACHETEZ LES DIXIÈMES CONTROLÉS PAR LE CRÉDIT DU NORD

« DÉDÉ ET DOUDOU », LES JUMEAUX FACÉTIEUX



LA LOTERIE DES RÉGIONS LIBÉRÉES

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

M. Koechlin, ingénieur, président du conseil d'administration de l'Energie Electrique du Rhin, retint les congressistes à déjeuner à l'Hôtel du Rhin. Il fut cordialement remercié par M. Taton-Vassal, commissaire général du Congrès.

De retour à Mulhouse, au début de l'après-midi, les maires organisèrent, par petits groupes, des visites des principales réalisations municipales : pouponnières, bains et piscines, etc.

Ils furent très vite contrariés par un violent orage qui se déchaina vers 16 h. ; il avait fait trop beau jusque là.

Toujours une chance énorme à la
BANQUE C. COPPENOLLE
qui participe à plus de
1 MILLION
avec 4 LOTS DE 100.000
et de nombreux lots divers

Réception et concert avant le tirage de la Loterie

A 17 h., une cordiale réception se déroula dans les salons de l'Hôtel de Ville, le maire, M. Wicky, entouré des membres du Conseil municipal, prononça une chaleureuse allocution de bienvenue, puis remercia les dirigeants de la Loterie d'avoir songé à Mulhouse pour ce tirage.

Avant de procéder, à l'heure précise, 20 h. 15, dans la salle des fêtes du Foyer de l'Ouvrier, à la traditionnelle cérémonie qui attire toujours un public nombreux, la Musique des Sapeurs-Pompiers donna un concert, le tirage fut agrémenté d'un programme artistique présenté par M. Paul Fruh, directeur du Théâtre municipal de Strasbourg et auquel contribuèrent brillamment MM. Henri Saint-Cricq, de l'Opéra ; Mme Jeanne Atty ; MM. René Delancay et Chambon, du Théâtre de Strasbourg, et la société de musique ouvrière « Le Progrès », dirigée par M. François Ergmann.

LOTERIE NATIONALE
Les dixièmes du CREDIT DU NORD...
...Les dixièmes qui gagnent !
Tirage 5 Juin

ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — Mardi 1er juin. — Soleil : lever, 3 h. 54 ; coucher, 19 h. 43 ; Lune : lever, 22 h. 36 ; coucher, 9 h. 36. Saint du Jour : Pamphile.

METEOROLOGIE. — Station de Lille. — Observations faites le 31 mai, à 17 h. 30 : Baromètre : 762 mm. 2 ; baisse depuis la veille, à 9 h. 30 : 2 mm. 9 ; Thermomètre : Fronde : 19.0 ; Minima : 16.1 ; Maxima : 21.9 ; Etat hygrométrique : 72 ; Hauteur d'eau tombée depuis la veille, à 9 h. 30 : 2 mm. 9 ; Direction du vent : Nord-Ouest ; Force : Modérée ; Direction des nuages : Nord-Ouest ; Etat du ciel : Très peu nuageux ; Prévisions pour aujourd'hui : Assez chaud ; Assez beau.

PREVISIONS DE L'OFFICE NATIONAL. — Région Nord — Temps nuageux avec belles éclaircies et quelques averses ; Vent du secteur Nord-Ouest, modéré, irrégulier. — Le maximum de température sera en hausse de 2 à 4 degrés sur celui de la veille.

NOTRE CALENDRIER HISTORIQUE

1er Juin

1815. Mort de Berthier, prince de Wagram. Il fut le premier des maréchaux de la fameuse promotion de Napoléon. Son nom s'associe à toutes les victoires de l'époque ; il fut aussi honnête homme que grand soldat.

1823. Mort du maréchal Davout, qui avait fait avec éclat toutes les guerres de la République et de l'Empire. A 23 ans, il avait déjà atteint le grade de général de brigade. Il gagna notamment d'une façon brillante les mémorables batailles d'Auerstaedt et d'Eckmühl.

1879. Le jeune prince impérial Louis Napoléon, fils de Napoléon III, au service colonial de l'Angleterre, prenant part à une expédition dans le Zoulouland, tombe dans une embuscade et est tué à coups de zagaies par les indigènes. Le rôle des Anglais qui l'escortaient n'a jamais été clairement défini.

1885. Funérailles de Victor-Hugo : son corps est porté au Panthéon, au milieu d'un immense concours de peuple, qui fit de ces obsèques une véritable manifestation nationale.

1902. Fin de la guerre sud-africaine L'Angleterre fait entrer dans son système colonial les républiques de Transvaal et d'Orange, qui, depuis, donnèrent l'exemple du parfait loyalisme.

1926. Le professeur Moscicki est élu président de la République Polonaise.

1929. A Nankin, le corps de Sun Yat Sen, premier président de la République Chinoise, est transféré solennellement dans un magnifique mausolée édifié sur les pentes de la Montagne Pourpre.

1932. Le gouvernement Brésilien fait détruire 6.565.641 sacs de café afin d'obvier aux inconvénients d'un excédent des stocks de ce produit.

1933. Election à l'Académie Française pour la succession au fauteuil d'Eugène Brieux. Tous les concurrents s'effacent devant la candidature du romancier François Mauriac, ancien président de la Société des Gens de Lettres, l'un des plus sûrs psychologues de l'époque.

LES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Près de Ghislenghien, une moto se jeta contre une auto

LES DEUX MOTOCYCLISTES GRAVEMENT BLESSES ONT ÉTÉ HOSPITALISÉS, MAIS L'UN D'EUX A SUCCOMBÉ

Au début de la nuit de dimanche, une automobile conduite par M. *Deroubaix*, receveur de l'Enregistrement à *Rœulx*, accompagné de sa femme, arrivait de la direction d'Ath. Au carrefour de *Ghislenghien*, un motocycliste M. Maurice Facker, 29 ans, d'*Enderlecques*, ayant en croupe M. Gemots, alla se jeter contre l'auto. Les deux motocyclistes projetés sur la chaussée restèrent inanimés.

Un docteur constata que leur état était grave et les fit transporter à la clinique d'Ath, où M. Facker succombait hier matin à ses blessures. L'état de son compagnon est également très grave.

A PROPOS DE L'ACHAT D'UN BON DU CRÉDIT MUNICIPAL DE BAYONNE PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE DE BOULOGNE-SUR-MER

Paris 31. — En 1933, la Chambre de Commerce de Boulogne-sur-Mer achetait, sur les instances de M. Suzanne, un bon du Crédit Municipal de Bayonne de 290.000 francs qui venait à échéance le 3-2-1935 et qui devait être remboursé pour 330.000 fr. à ce moment éclata le scandale Stavisky.

La Chambre de Commerce de Boulogne-sur-Mer réclamait devant la première Chambre du Tribunal le remboursement de la somme de 330.000 fr. en même temps la Chambre de Commerce avait assigné la Confiance-Capitalisation, la Confiance-Vie et la Confiance-Foncière dont Paul Guébin était le directeur. La Confiance-Foncière était assignée en la personne de son tuteur puisque Paul Guébin vient seulement de sortir de prison à la suite de sa condamnation dans l'affaire Stavisky.

La première Chambre du Tribunal Civil vient de renvoyer cette affaire à la première quinzaine d'octobre.

HORAIRE des TRAINS de la Cie du NORD
Consultez le
GUIDE INDICATEUR LOUIS MASSON
LE PLUS COMPLET
LE PLUS PRATIQUE
Couverture rouge